

# La démocratie en souffrance au Cambodge

— Les prochaines élections municipales cambodgiennes, le 4 juin, se préparent dans un climat de vive tension.

— Le premier ministre, Hun Sen, organise des manœuvres d'intimidation à l'encontre de ses opposants.

Phnom Penh  
De notre correspondante



Le Cambodge s'est souvenu récemment d'un triste anniversaire. Le 30 mars 1997, à Phnom Penh, 200 sympathisants de l'ancien ministre des finances Sam Rainsy, devenu figure de l'opposition en exil, sont rassemblés devant l'Assemblée nationale. Ils dénoncent un manque d'indépendance de la justice dans le pays, lorsque des hommes font irruption. Quatre grenades sont lancées sur la foule. Bilan : 12 morts et 120 blessés. L'enquête du FBI qui suivra pointera la participation de l'unité des gardes du corps du premier ministre Hun Sen.

Vingt ans après, les coupables courent toujours, et la peine des familles reste vive. D'autant qu'à plus de deux semaines d'élections municipales, le 4 juin, le royaume semble rattrapé par ses démons. En mars, le Parti du peuple cambodgien (CPP) de Hun Sen a fait voter un amendement à la loi sur



Le premier ministre cambodgien, Hun Sen, lors d'une cérémonie à Phnom Penh, le 28 juin 2016. Mak Remissa/Epa/Maxppp

les partis qui autorise la dissolution de toute formation politique dirigée par un responsable sous le coup d'une décision de justice. Exilé en France depuis 2015, Sam Rainsy, leader du Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) condamné plusieurs fois dans des affaires de diffamation, a annoncé sa démission pour « le bien de son parti ».

Au moins dix-sept députés ont ainsi subi l'ire des autorités, d'après

un rapport publié le mois dernier par les Parlementaires de l'Asean pour les droits humains (APHR). « *Le parti au pouvoir utilise trois leviers : le harcèlement judiciaire, des actions directes suite à l'octroi d'un blanc-seing à l'exécutif, et la création d'un climat de peur dans le pays* », précise le rapport.

Si Hun Sen s'emploie à fragiliser l'opposition pour paver son chemin, c'est que le vent l'ayant maintenu au pouvoir depuis trente-deux ans a tourné. Lors des élections de 2013, son parti a enregistré son premier recul face au CNRP. Et à 66 ans, l'édile – dont le clan familial est à la tête des secteurs clés de l'économie – a déjà clamé son intention de gouverner jusqu'à 74 ans.

« *Les premiers mois de 2017 ont vu une répression toujours plus sévère sur la société civile, cela crée un effet dissuasif sur ceux qui désirent légitimement exercer leurs libertés fondamentales* », estime Chak Sopheap, directrice du Centre cambodgien pour les droits de l'homme. Dans les rangs des activistes, parmi les étudiants, les moines, les militants des droits fonciers ou de l'environ-

nement, on dénombre 25 prisonniers de conscience.

Le climat de peur s'est répandu jusque dans les rues et cafés de la capitale, où l'on s'y prend à deux fois avant de chuchoter ses opinions.

**Hun Sen n'hésite pas à menacer : « Si quelqu'un fomente une révolution de couleur, qu'il prépare son cercueil ! »**

Idem sur Internet. Un étudiant de 25 ans, Kong Raya, a été condamné à dix-huit mois de prison en 2015 pour un post sur Facebook : « *Qui veut faire une révolution de couleur avec moi ?* » Ce type de soulèvement populaire, à l'image des printemps arabes, est ce que redoute le plus Hun Sen. Lors d'un discours, il n'a pas hésité à menacer : « *Si quelqu'un fomente une révolution de couleur, qu'il prépare son cercueil !* »

Même le procès du meurtrier de Kem Ley, l'analyste politique populaire tué par balles en 2016, n'a pas apaisé la colère du peuple. Le coupable a été condamné à la prison à vie, mais l'audience express n'a pas fait la lumière sur le tragique événement : de nombreux Cambodgiens ne peuvent s'empêcher d'y lire une mise en garde venue « d'en haut ».

Pour le politologue Sophal Ear (1), spécialiste du pays, la situation est préoccupante même si le Cambodge n'a jamais été un havre de paix et de démocratie : « *Vingt-cinq ans après l'Untac (Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge, de 1992 à 1993, NDLR), le pays a connu des coups d'État, des attaques à la grenade, des assassinats. Mais en 2013, l'opposition a prouvé qu'elle pouvait gagner les élections. Les conditions dans lesquelles elle évolue depuis montrent que la partie de poker a peut-être atteint ses limites.* »

Éléonore Sok-Halkovich

(1) Auteur du livre « Comment l'aide internationale mine la démocratie au Cambodge » (en anglais).

## repères

### Le Cambodge

**Régime :** monarchie constitutionnelle. Norodom Sihamoni, roi du Cambodge, « *règne mais il n'exerce pas le pouvoir* » selon la Constitution de 1993.

**Premier ministre :** Hun Sen, depuis 1985. Il dirige le Parti du peuple cambodgien (CPP).

**Population.** 15,8 millions d'habitants, dont 31 % vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

**Taux de croissance :** 7 %.

**Activités principales :** agriculture et tourisme.

**Religion d'État :** le bouddhisme theravada (96 % de la population). Le pays compte 2 % de musulmans et une petite communauté chrétienne (1 %).

**Douze partis prennent part aux municipales, dont le CPP et le Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP, opposition).**

**Le Cambodge organisera des élections législatives en juillet 2018.**